

Réunion des 9 organisations de retraité·es Compte-rendu INTERNE du 8 avril 2025

Etaient représentées CGT, CFE/CGC, CFTC, Solidaires, FSU, FGR-FP, LSR (dans la salle) et Ensemble & Solidaires UNRPA (en visio). FO est excusée. L'UNIRS (Solidaires) était représentée par Gérard Gourguechon et Christian Mahieux.

La FGR-FP FGRFP présente l'ordre du jour envoyé : un point sur l'actualité ; les suites du 20 mars ; une proposition d'adresse au Premier ministre à propos du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) ; questions diverses.

-1- Point sur l'actualité

FGR-FP

La brutalité est ce qui caractérise le contexte dans lequel nous évoluons :

- Brutalité, sur le plan des relations internationales, avec Gaza, l'Ukraine, bientôt l'Iran.
- Brutalité des mesures économiques annoncées à propos des droits de douane. La « mondialisation heureuse » qu'on nous vantait, le modèle dit libéral est devenu obsolète.
- Brutalité à travers la remise en cause des retraites, particulièrement lorsqu'elles sont liées à la capitalisation, avec les licenciements, etc.
- Brutalité, quand est remis en cause l'état de droit, comme pour la condamnation du RN.
- Brutalité sur le plan social, avec « la tronçonneuse » de Milei et Musk qui est aussi sortie en France : tout ce qui concerne « la simplification », en réalité la suppression de lieux d'expression des forces sociales, en témoigne. Il s'agit de réduire à néant la négociation, la représentation sociale.

Mais il nous faut mettre en avant ce qui est porteur d'espoirs :

- Les préoccupations de la population concernent en priorité le pouvoir d'achat, la santé, l'écologie, etc., pas les sujets que les médias ressassent (insécurité, immigration, etc.).
- Pour ce qui nous concerne, le G9, nous avons organisé trois journées d'action en six mois. Cela montre que la mobilisation sociale existe et nous avons obtenu quelques victoires, même si elles sont partielles et susceptibles de remise en cause. D'ailleurs, nous devrions mettre en avant ces victoires politiques, par exemple le fait que l'Assemblée nationale ait adopté la taxation des super riches, les 1800 foyers fiscaux dont les revenus représentent 48% du Produit intérieur brut.

Ensemble & Solidaires

« Normalement », le gouvernement est chargé de faire en sorte que la population vive le mieux possible. C'est le contraire qui est fait depuis des années. Il faut refuser que des milliards d'économie soient réalisés sur le dos de la population et mettre le Premier ministre face à ses responsabilités.

Solidaires

D'accord avec l'introduction aux débats de la FGR-FP. Ce qui se passe aux États-Unis est en lien direct avec ce que nous vivons en France. Le principe de la tronçonneuse, la domination de la finance, le rôle des milliardaires qui veulent le pouvoir directement, c'est des deux côtés de l'Atlantique. Nous devons montrer les résistances, garder le cap sur un autre partage des richesses et la démocratie, mener les débats nécessaires sur la situation mondiale, forger des positions, propositions et actions syndicales permettant de peser dans le rapport de force.

FSU

Il y a une violente remise en cause de l'état de droit, y compris par le Premier ministre ; en plus, c'est à propos de l'application d'une loi qui avait été approuvée par tous les groupes politiques ! Sur le plan international, il faut noter la violence à l'encontre des personnes retraitées défendant leurs droits en Argentine. Un de nos points d'appui peut être aussi l'amendement voté à propos de l'installation des nouveaux médecins, il contribue à la prise en compte d'une problématique que nous dénonçons depuis longtemps.

CGT

Les États-Unis veulent dominer le monde. En matière industrielle, la France est très dépendante des États-Unis, il faut construire notre indépendance. Les fonds de pension menacés par la crise déclenchée aux États-Unis doivent nous permettre d'illustrer le danger du système de retraite par capitalisation. Sur le fond, il faut faire le lien entre l'exigence d'abrogation de la dernière contre-réforme des retraites et la Sécurité sociale en tant que projet global. L'envie de résister est présente, aux États-Unis comme en France.

CFTC

Quand on parle de la dette des retraites, il faut enlever ce que l'État doit prendre en charge. Si des entreprises partent de France, elles devraient rembourser les multiples aides perçues durant des années. Ça fait longtemps que les retraités « fournissent des efforts » (augmentations non appliquées, CSG plus élevée, ...), alors que les entreprises n'en font pas.

CGT

Une idée forte est que les gouvernements européens savent trouver 800 milliards pour faire la guerre, mais parlent d'économies à propos de la santé, de la retraite, etc. Face aux idées d'extrême droite, nous devons communiquer avec des expressions appropriées ; c'est ce que nous avons fait pour préparer le 20 mars.

FGR-FP

On doit mener les batailles politiques. Sinon, ce sera comme aux États-Unis où Trump organise l'assaut du Capitole lorsqu'il perd les élections et peut tout de même être élu lors des élections suivantes. Ne surestimons pas le rapport de force dont bénéficie le gouvernement : par exemple, ils ont dû lâcher un peu d'argent sur les questions de santé. Nos expressions en tant que G9 sont importantes, y compris vis-à-vis des médias.

-2- Les suites du 20 mars

FGR-RP

La couverture par la presse quotidienne régionale a été importante. Nous avons réalisé trois mobilisations en six mois et cela se traduit par des résultats : indexation des pensions, recul sur l'abattement des 10%, une vraie écoute lors de l'audience du 20 mars. La CGT a bien mobilisé, pour les autres organisations ça a été plus difficile. Actuellement, le gouvernement prépare le projet de loi de financement 2026, l'enjeu social est important. Il faudra agir à l'occasion des 80 ans de la Sécurité sociale.

Solidaires

On arrive à s'exprimer ensemble pour le 8 mars, ce serait bien de faire pareil pour le 1^{er} mai à propos de solidarité internationale. D'accord pour agir à l'occasion des 80 ans de la Sécurité sociale.

FSU

Il est important de coconstruire nos dates de mobilisation. La mobilisation CGT a été plus forte, mais nous avons eu trop de remontées d'équipes locales à propos de difficultés rencontrées autour du 20 mars venant de quelques camarades pas assez unitaires. La couverture médiatique a été bonne au plan local. L'axe prioritaire doit être autour de la Sécurité sociale, avec une action plutôt en juin.

CGT

Nous avons pas mal de retours sur la faible participation des autres organisations aux initiatives du 20 mars. Dans plusieurs départements, certaines organisations ne viennent pas aux réunions unitaires. Quand il y a des problèmes relationnels, il faut qu'on se dise où, avec qui, pour pouvoir intervenir. D'accord pour une expression sur le 1^{er} mai. À propos de la Sécurité sociale, nous lançons 100 débats entre avril et juin. Nous remettons à chaque organisation le contenu du diaporama présenté à cette occasion. Le 7 avril, nous avons commencé cette série de débats en réunissant une centaine de camarades à Paris. Pour une action en juin, ça pourrait être le 3 ou le 5, avec l'interprofessionnel. Concernant nos manifestations à Paris, nous ne sommes pas obligés d'aller dans le quartier des ministères, d'autant qu'attendre la délégation durant une heure et demie, ça ne va pas. Pour en revenir au 20 mars, il peut y avoir des critiques sur certaines frictions par endroit, mais quand on n'est que 2 ou 3 à la manifestation pour une organisation nationale, ça pose question. Il faut faire le travail pour avoir du monde.

Ensemble & Solidaires

D'accord avec les propositions faites à propos des 80 ans de la Sécurité sociale et du Premier mai. Nous allons faire le point en interne par rapport au 20 mars.

CFE/CGC

Il n'est pas utile de nous donner des leçons, ça ne fera venir personne de plus aux manifestations. Nous n'avons pas de culture de la manifestation, nos membres penchent plutôt pour des contacts avec les médias, des audiences auprès des institutions. Nous avons aussi des exemples de rapport difficile à l'occasion de la préparation du 20 mars. D'accord sur l'objectif des 80 ans de la Sécurité sociale.

Solidaires

Nous ferons une proposition d'expression à l'occasion du Premier mai.

FGR-FP

Pour défendre la Sécurité sociale, il faut passer à de l'intergénérationnel, ne pas rester entre retraités-es.

CFTC

À partir de la gestion paritaire de l'AGIRC-ARRCO, est-ce qu'on ne devrait pas réfléchir à une capitalisation partielle de la retraite de base ?

CGT

Il n'est pas question d'accepter le principe de la capitalisation. Une campagne Sécu est à construire, notamment au-delà des retraité-es.

FGR-FP

Pour le 1^{er} mai, il faut mentionner notre solidarité avec les retraité-es partout dans le monde, solidarité avec tous les retraité-es. La Sécurité sociale renvoie à une responsabilité globale : la branche Famille doit prendre en charge tout ce qui touche à la natalité dans le pays.

FSU

Nous refusons la capitalisation. La Retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP), qui allie capitalisation et système à point est un parfait exemple de ce qu'il ne faut pas ! D'accord pour le 1^{er} mai.

CGT

À propos de la branche famille, rappelons qu'après-guerre ont été créées les PMI (Protections Maternelles Infantiles) ; aujourd'hui il y en a de moins en moins et avec de moins en moins de personnel.

Pour défendre nos droits et la Sécurité sociale, toutes les actions interprofessionnelles sont aussi à utiliser.

Décisions retenues :

- Toutes les organisations soulignent **l'utilité de la journée de mobilisation des personnes retraitées le 20 mars** à l'appel de nos organisations. C'est la troisième initiative que nous menons en 6 mois, avec le 9 octobre 2024, le 3 décembre puis ce 20 mars. Grâce à ces mobilisations, nous avons tout de même obtenu une sensibilisation des élu.es, ce qui a conduit à un blocage politique contre la non-revalorisation de toutes les pensions en fonction de l'inflation et à une augmentation de 5,2% au 1^{er} janvier 2025.
- **Il y aura une expression du G9 sur la journée du 1^{er} mai.** Cette expression soulignera notre solidarité avec toutes les personnes retraitées dont la situation est mise en cause et attaquée dans de très nombreux pays. Elle prendra exemple des énormes fluctuations actuelles du cours des valeurs boursières suite aux initiatives de Donald Trump pour rappeler les dangers de « placer sa retraite en bourse ». Toutes celles et tous ceux dont la retraite repose sur de la capitalisation sont pris en otage par les marchés financiers, en plus des pertes d'emplois dont sont victimes leurs enfants. Solidaires se charge de la rédaction d'un projet d'expression du G9.
- Nos organisations ont la volonté de **poursuivre au cours de l'année les mobilisations sur l'accès aux soins et à la santé et pour la défense de l'hôpital**, notamment dans le cadre des 80 ans de la Sécu. De nouvelles attaques sont d'ores et déjà envisagées pour le prochain PLFSS en prétextant des « efforts budgétaires nécessaires compte-tenu des tensions internationales ». Nous refusons ces choix. Il y aura, au moins, une journée à l'appel de nos organisations en octobre 2025. **Le G9 se réunira le mardi 10 juin à 14 heures à la FGR-FP (20 rue Vignon - 75009 Paris)** pour décider collectivement de la forme de cette initiative et de sa préparation tout comme des conditions d'organisation de débats publics sur le renforcement et l'élargissement de la sécurité sociale et sur la pérennisation de son financement par des cotisations.

-3- Adresse au Premier ministre à propos, notamment, du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA)

Le texte est adopté après quelques derniers amendements.

La FGR-FP se charge de l'envoi à toutes les organisations pour validation.

Ensuite, c'est la FSU qui fera l'envoi à Matignon.

La prochaine réunion aura lieu le mardi 10 juin à 14 heures à la FGR-FP (20 rue Vignon – 75 009 Paris – M° Madeleine).